

LES PÊCHES

LE CAPELAN—ON DEMANDE LA MISE SUR PIED D'UN OFFICE DE COMMERCIALISATION

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, ma question s'adresse au vice-premier ministre. Les pêcheurs de St. Mary's Cove, à Terre-Neuve, ont voté à 95 p. 100 de ne pas participer, cette année, à la campagne du capelan, car les prix offerts par les Japonais sont trop bas. Ce n'est pas une pêche rentable, et il en sera ainsi tant qu'un marché irrégulier, chaotique, dressera les pêcheurs les uns contre les autres et fera baisser les prix.

Le gouvernement reconnaîtra-t-il la gravité de la situation, garantira-t-il un prix raisonnable pour le capelan de cette année et prendra-t-il des mesures pour mettre sur pied un office de commercialisation du capelan, pour que ce genre de chaos ne se reproduise plus?

M. St. Germain: Achetez-vous un stand de «popcorn».

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, au nom du ministre des Pêches, sans accepter la solution socialiste, . . .

M. Broadbent: Que préfèrent les pêcheurs.

M. Mazankowski: . . . je peux simplement dire à la Chambre et à ceux qui méconnaissent les réalités du marché, notamment le chef des socialistes qui est un grand partisan du «qu'est-ce qu'un milliard» . . .

M. Broadbent: Pourquoi ne prenez-vous pas des vacances?

M. le Président: Le député. Une brève question.

M. Manly: Le ministre et le gouvernement verront peut-être la nécessité d'offices de commercialisation avant longtemps, monsieur le Président.

ON DEMANDE QUE LE GOUVERNEMENT PROLONGE LE DROIT AUX PRESTATIONS D'ASSURANCE-CHÔMAGE POUR LES PÊCHEURS

M. Jim Manly (Cowichan—Malahat—Les Îles): Monsieur le Président, j'ai une question supplémentaire. Le gouvernement prolongera-t-il le droit aux prestations d'assurance-chômage qui a expiré le 15 mai? Les eaux au large de la côte est de Terre-Neuve sont trop froides, la morue n'arrive pas, les pêcheurs ne gagnent pas d'argent. Le gouvernement continuera-t-il à verser l'assurance-chômage à ces pêcheurs?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Une fois de plus, monsieur le Président, sans accepter la solution socialiste, je peux garantir au député que le ministre est saisi de cette importante question, il l'étudie et travaille à une solution.

Questions orales

L'OFFICE DES PRIX DES PRODUITS DE LA PÊCHE—ON DEMANDE LE SOUTIEN DU PRIX DU CAPELAN

L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Pêches et des Océans, j'adresse ma question au vice-premier ministre toujours à propos de la pêche au capelan et au refus des Japonais de payer un prix convenable aux pêcheurs terre-neuviens qui ont décidé, à juste titre, de rester au quai. Les prestations de chômage sont supprimées et la pêche à la morue et au homard est désastreuse.

Le vice-premier ministre, qui a plus de 50 ans, comprend l'importance du développement régional contrairement aux ministres plus jeunes. Il peut faire quelque chose. Il peut s'adresser à l'Office des prix des produits de la pêche. Cet organisme existe. C'est un organisme gouvernemental. Le vice-premier ministre peut lui soumettre ce problème. Lui demandera-t-il de soutenir le prix du capelan cette année et de faire en sorte que les pêcheurs terre-neuviens obtiennent un prix convenable?

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, fidèle à son habitude, le député pose une question très constructive et très logique, et propose peut-être aussi une solution possible à ce problème. Je considère cette question comme une instance que je transmettrai au ministre. Je lui sais gré de sa suggestion.

ON DEMANDE DE CRÉER UN OFFICE DE COMMERCIALISATION

L'hon. William Rompkey (Grand Falls—White Bay—Labrador): Je remercie le vice-premier ministre de sa réponse, monsieur le Président. Je voudrais qu'il sache combien la situation est grave. Il doit faire quelque chose, non pas uniquement pour cette année, mais également pour l'année prochaine. Prendra-t-il des mesures pour qu'un office de commercialisation canadien intervienne afin d'empêcher qu'une telle situation ne se reproduise à l'avenir?

M. Broadbent: Une solution socialiste.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé): Monsieur le Président, je n'accepte pas la solution socialiste, mais je reconnais que le député a posé une question importante, qu'il est lui-même une personne très renseignée dans ce domaine, certes beaucoup plus que moi et . . .

M. Broadbent: Mais très socialiste, cependant.

M. Mazankowski: . . . je vais tenir compte de ses instances que je transmettrai au ministre. Le député peut être assuré que ce dernier étudiera ce problème. En dépit de ses remarques de tout à l'heure sur mon âge et je ne sais quoi d'autre, je crois qu'à nous deux, nous trouverons probablement une solution.